

L'Union Africaine a bien du mal à parler d'une seule voix sur le Burundi

RFI, 02-03-2016 Burundi : des couacs dans la communication de l'Union africaine L'Union Africaine a bien du mal à parler d'une seule voix sur le Burundi comme illustre cette guerre des communiqués. A la source de cette cacophonie, le séjour prolongé du président sud-africain à Bujumbura, alors qu'il était en visite, la semaine dernière, avec une délégation l'UA. Vendredi, alors que tous ces collègues étaient repartis, le président Jacob Zuma a choisi de passer la nuit dans la capitale burundaise et il en aurait profité pour rencontrer en tête-à-tête le président Pierre Nkurunziza, présenté comme un ami.

S'en est suivi un communiqué de presse au nom de la délégation, alors que l'Union africaine était en train de présenter ses propres conclusions. Un couac qui ternit l'image de l'organisation panafricaine. Dans le premier communiqué, le président sud-africain Jacob Zuma appelait à un « dialogue inclusif avec tous les acteurs importants ». Il s'agit d'une formulation vague qui faisait les affaires du gouvernement burundais, qui rejette jusqu'ici tout dialogue avec le Cnared, une plate-forme qui regroupe la quasi-totalité de l'opposition et qu'il accuse d'être derrière les violences. Le communiqué « invite toutes les parties prenantes à la crise burundaise à prendre part au dialogue, sans préconditions », et il enfonce le clou en annonçant une prochaine rencontre des cinq chefs d'Etat avec l'opposition. C'est une allusion très claire à l'ennemi juré du pouvoir burundais, ce même Cnared. Mettre un terme aux violences. Autre différence d'approche, le président sud-africain avait appelé la communauté internationale à reprendre immédiatement son aide au Burundi. Cette fois, l'Union africaine lie très clairement la reprise de l'aide à l'amélioration des conditions sécuritaires et humanitaires dans le pays. Enfin, il appelle le gouvernement et les groupes armés à mettre un terme aux violences, qu'il impute ainsi aux deux parties. A l'Union africaine, on tente de minimiser ce couac en expliquant que les deux communiqués sont assez proches. Un fonctionnaire de l'UA joint par téléphone à Addis-Abeba assure d'ailleurs que « le texte de la Commission a été soumis aux cinq chefs d'Etat leur aval avant d'être publié ». Mais le mal était déjà fait, car cette cacophonie semble compliquer encore plus la situation. Le chef de la diplomatie burundaise, Alain-Aimé Nyamitwe, a vite réagi et a annoncé au son gouvernement ne se sentait lié que par la déclaration du président sud-africain.